

62481

**PREMIERE REUNION DU SOUS-COMITE SUR LES TECHNOLOGIES DE
L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

COMITE DE L'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENTT

PROJET DE RAPPORT

Commission économique pour l'Afrique

Addis-Abeba (Ethiopie)

28 juin - 1er juillet 1999

RESEARCH REPORT ON THE ECONOMIC AND SOCIAL ASPECTS OF
THE PROBLEM OF THE RURAL POOR

THE ECONOMIC AND SOCIAL ASPECTS OF THE RURAL POOR

THE ECONOMIC AND SOCIAL ASPECTS OF THE RURAL POOR

THE ECONOMIC AND SOCIAL ASPECTS OF THE RURAL POOR
THE ECONOMIC AND SOCIAL ASPECTS OF THE RURAL POOR
THE ECONOMIC AND SOCIAL ASPECTS OF THE RURAL POOR

Point 6.1 de l'ordre du jour

Election du Bureau

1. Le Sous-comité a élu les membres suivants:

2. Président:	Niger
Vice-Président:	Mozambique
Rapporteur:	Soudan

Participation

3. Environ 80 participants ont assisté aux réunions du sous-comité. Les représentants venaient des Etats membres ci-après : Afrique du Sud, Botswana, Cameroun, Ethiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Mali, Maroc, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, République du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Soudan, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe. Les Etats non membres de la CEA qui étaient représentés étaient l'Italie et les Etats-Unis d'Amérique. Les organisations sous-régionale et régionale suivantes étaient représentées par des observateurs : Organisation de l'unité africaine (OUA), Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD), Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODESRIA), Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et Conférence pour le développement de l'Afrique australe (SADC). Les organismes du système des Nations Unies, présent à la Conférence étaient les suivants : Tribunal pénal international pour le Rwanda, Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture (UNESCO), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et la Banque mondiale. D'autres observateurs représentaient le British Council, Les Fondations Ford et Rockefeller, la Carnegie Corporation de New York, la Commission mondiale de l'infrastructure de l'information, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et l'Institut international pour la technologie de l'information.

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

Point 6.2 de l'ordre du jour

4. Les participants ont adopté l'ordre du jour et le programme de travail tel que figurant dans le document E/ECA/DISD/CODI.1/Add1. En ce qui concerne l'organisation des travaux, la première journée sera consacrée au sein du Sous-comité au débat sur des thèmes importants se rapportant aux technologies de l'information et de la communication. Au cours de la deuxième journée, les discussions porteront sur le programme de travail de la DSID dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Les participants auront l'occasion, lors de la dernière journée des travaux, de présenter des exposés sur les différents pays et de faire des communications à caractère institutionnel avant d'adopter le rapport du Sous-comité.

5. Le secrétariat a présenté le document E/ECA/DISD/CODI.1/8, intitulé, "Etat de la connectivité en Afrique". Le secrétariat a indiqué que l'Afrique avait au cours des dernières années connu un développement non négligeable des infrastructures de diffusion et de télécommunication et du réseau Internet. Si les pays africains avaient consenti des investissements considérables pour acquérir du matériel et des logiciels informatiques, les capacités installées demeuraient, en règle générale, sous-utilisées. S'agissant de l'infrastructure africaine d'information, les défis qu'il fallait relever avaient trait au développement de l'infrastructure de télécommunications, à l'établissement de stratégies pour le choix des technologies les plus adaptées face aux très nombreuses options offertes, au développement de l'accès des populations à ces technologies, en particulier dans les zones rurales, au développement des applications qu'offrent ces technologies et au développement des contenus.

6. Les observations et propositions des participants ont porté sur cinq domaines cruciaux:

L'infrastructure physique de base

7. Le développement des infrastructures dans les zones rurales constitue un élément déterminant pour garantir la diffusion d'applications nouvelles aux populations. Etant donné la dispersion des populations, il apparaît cependant que dans leur majorité, les habitants des régions rurales demeureront à l'écart de la société de l'information à moins que des efforts considérables

soient faits dans leur direction. Si les écoles situées en milieu rural demeuraient en marge de l'ère de l'information, les conséquences en seraient dramatiques. Les différentes technologies peu onéreuses liées à l'utilisation de satellites tels que le VSAT et les technologies sans fil peuvent être mises à profit pour combler l'écart.

8. Le développement des infrastructures en milieu urbain est tout aussi important dès lors qu'il s'agit de satisfaire les demandes d'abonnement au téléphone en souffrance et d'augmenter les bandes passantes, ce qui ne saurait se faire en l'absence d'une dorsale africaine de télécommunications. L'interconnectivité entre les pays africains par le biais d'une dorsale régionale permettra d'augmenter les bandes passantes et d'éviter à la région de recourir aux réseaux onéreux qui relient des pays voisins via l'Europe et l'Amérique du Nord.

9. La qualité des infrastructures d'appui tels que les réseaux électriques et routiers demeure médiocre dans l'ensemble de la région. Les pays africains connaissent, pour la plupart, des sautes de tension et des pannes électriques. Il est nécessaire, à cet égard, de sensibiliser les opérateurs de télécommunications et de diffusion et les responsables des secteurs de l'énergie et des transports à l'importance de ces questions.

10. La fiabilité des infrastructures de télécommunication continue de faire peser une lourde menace sur les utilisateurs d'Internet. Ce problème pourrait être atténué par le recours combiné à plusieurs technologies, y compris le CD-ROM. Il a été précisé que l'infrastructure d'information dépassait largement le cadre d'Internet et que la panoplie des technologies disponibles devrait être mise à profit dans son ensemble pour garantir la production et la diffusion de l'information et l'accès à celle-ci.

Contenu/Infrastructure d'information

11. Le développement des infrastructures de base est certes déterminant mais il importe de garder à l'esprit que si les contenus ne font pas l'objet d'une attention suffisante, les conséquences sur l'infrastructure seraient graves. Il y a donc lieu de s'intéresser de près au développement et à la diffusion des contenus, à la formation des intermédiaires et à la sensibilisation aux nouvelles

techniques d'élaboration et de diffusion des contenus. Les technologies de l'information mises à la portée des populations des zones rurales, y compris les technologies de masse et les technologies hybrides, doivent diffuser un contenu adapté aux besoins locaux. C'est la raison pour laquelle l'accent a été mis sur le rôle des intermédiaires pour la diffusion en milieu rural.

12 Les bibliothèques et les services d'information peuvent jouer un rôle de premier plan dans l'amélioration des contenus africains. L'accent a ainsi été mis sur la formation des bibliothécaires à l'utilisation des nouveaux instruments de développement des contenus, la sensibilisation des décideurs à l'importance des contenus, l'identification des domaines d'importance cruciale tels que l'agriculture, la santé et l'éducation et la collecte, le traitement et la diffusion de l'information se rapportant à ces domaines. Il est également vital que les universités participent activement à l'utilisation de l'infrastructure d'information.

13. La CEA devrait continuer d'appuyer les activités de développement des contenus. Il est fondamental de savoir "qui fait quoi" pour tirer parti des expériences et des connaissances des uns et des autres. Outre la poursuite de son appui au développement des contenus africains, la CEA devrait s'atteler à collecter des informations sur "qui fait quoi" dans le domaine de l'infrastructure africaine de l'information. Le secrétariat a informé le Sous-comité que la plupart des informations disponibles dans ce domaine provenaient de la base de données AI-AIMS du Réseau des partenaires en matière de technologies de l'information et de la communication en Afrique dont l'adresse Internet est: <http://www.bellanet.org/partners/picta>.

Cadre politique et réglementaire

14. Les participants ont constaté l'absence d'un environnement favorable, résultant en particulier du monopole qu'exercent les télécommunications, ce qui constitue un important obstacle au développement de l'infrastructure d'information. Le monopole a souvent eu pour effet de renchérir le téléphone et les autres moyens d'information dans la région et de limiter l'accès à ces derniers. Il fallait continuer à sensibiliser les responsables et les personnes chargées d'élaborer la

réglementation pour réduire le monopole et s'engager dans la voie de la privatisation et de la libéralisation. La concurrence permettrait d'attirer l'investissement étranger nécessaire au développement de l'infrastructure.

15. **Partenariat et coordination**

16. Un certain nombre d'initiatives permettent déjà d'améliorer l'infrastructure des télécommunications. L'établissement d'un partenariat entre ces initiatives et d'autres sur le continent et au niveau national permettrait d'utiliser judicieusement les ressources pour mettre en place l'infrastructure d'information en Afrique.

17. Le Bureau of Census des Etats-Unis a proposé d'abriter ou de réfléchir les sites Web gratuitement pour les services africains de la statistique. Le sous-comité a noté que L'OUA mettait en place un centre d'échange d'informations, en collaboration avec la CEA.

18. **Renforcement des capacités**

19. L'avenir de l'infrastructure d'information en Afrique est dans une large mesure fonction des moyens dont dispose le continent pour procéder à des applications novatrices qui répondent aux problèmes locaux. Il serait possible d'y parvenir en formant des ingénieurs de haut niveau en logiciel dans les universités africaines et en mettant en place les moyens de concevoir et d'assembler l'équipement nécessaire à la technologie de l'information et de la communication. Il a été proposé que, non seulement, l'Afrique devrait utiliser mais également produire au moins une partie de sa propre technologie.

Point 6.3 de l'ordre du jour

Politiques et plans relatifs à l'infrastructure nationale d'information et de communication

(INIC)

20. Le secrétariat de la CEA a présenté le document intitulé "Politiques, plans et stratégies relatifs à l'infrastructure nationale d'information et de communication : le pourquoi et le comment (Document No. E/ECA/DISD/CODI.1/7 concernant ce point de l'ordre du jour.

21. Outre cette communication, le secrétariat a fait la démonstration d'un site Web que la CEA met en place actuellement et qui fait le point de la situation en ce qui concerne les politiques, plans et stratégies relatifs à l'INIC dans les pays africains. Dans cette communication, l'accent a été mis sur le passage de l'élaboration d'une politique nationale de l'information à l'élaboration de politiques et stratégies relatives à l'INIC, en présentant la situation et les progrès accomplis en Afrique dans ce domaine, et les exemples de pays qui ont incorporé des plans relatifs à l'INIC dans leurs plans de développement national.

22. Les participants se sont déclarés préoccupés par le chevauchement des efforts et ont souligné qu'il devait y avoir une synergie entre les diverses activités dans le domaine de l'élaboration de politiques, plans et stratégies relatifs à l'INIC et les autres activités TIC en Afrique. En réponse à cette préoccupation, on a estimé que le Partenariat pour les technologies de l'information et de la communication en Afrique (PICTA), créé en 1997 dans le cadre de l'Initiative "société de l'information en Afrique" (AISI), était un précieux instrument pour le partenariat et la collaboration en ce qui concerne les activités TIC en Afrique. Il a été envisagé de mettre en oeuvre d'autres activités en collaboration au cours du prochain Forum pour le développement de l'Afrique, 1999, qui se tiendra à Addis-Abeba du 24 au 28 octobre 1999 sur le thème suivant: Mondialisation et ère de l'information.

23. Les participants ont estimé qu'il était très important d'obtenir l'appui des responsables politiques et de sensibiliser ces derniers à la question pour atteindre les objectifs visés, à savoir élaborer une politique et des plans efficaces relatifs à l'INIC. Il a été souligné l'importance que revêtaient ces politiques nationales pour permettre aux Africains d'accéder aux moyens d'information aux moindres frais. Le secrétariat a présenté de façon détaillée ses plans en ce qui concerne les ateliers qu'il organise pour sensibiliser les responsables politiques de la région à l'utilité de l'élaboration de ces politiques

24. Les participants se sont déclarés préoccupés par l'éventualité d'une mauvaise affectation des rares ressources de l'Afrique à l'infrastructure TIC sous-utilisée. Toutefois, un consensus s'est dégagé sur la nécessité pour l'Afrique de sauter les étapes en utilisant judicieusement les nouvelles technologies telles que les technologies utilisant le TSF et les satellites au lieu de passer par toutes les étapes du développement technologique. Ce faisant, l'Afrique pourrait judicieusement utiliser les possibilités qu'offrent les nouvelles technologies pour ses activités de développement.

25. Les participants ont reconnu les progrès accomplis par la CEA en rassemblant des documents sur les politiques et les plans relatifs à l'INIC en Afrique et proposé que la CEA fasse davantage en étudiant les questions relatives à l'INIC dans les pays africains en réalisant une enquête complète et un inventaire exhaustif de la situation de l'INIC dans tous les pays africains. Il a été noté la contribution de l'UNESCO à cette activité.

26. Les participants ont insisté sur les liens qui existent entre les applications des TIC (éducation, santé, commerce électronique, héritage culturel, tourisme, etc.) et le développement économique, d'où la nécessité d'inclure les questions liées aux TIC dans les plans nationaux de développement. Les applications des TIC sont considérées comme l'élément moteur de l'élaboration des plans et politiques de l'INIC qui doivent, selon les participants, être partie intégrante des plans nationaux de développement. Il a été proposé que les TIC appuient non seulement le développement mais deviennent le véritable moteur de la croissance en Afrique.

27. On a jugé que pour l'Afrique, développer une industrie de production des TIC est une occasion de favoriser le développement global du continent. Un consensus s'est dégagé sur la nécessité de voir les volets maintenance et production de l'industrie des TIC (progiciel et logiciel) centrés sur les applications et les besoins locaux, l'accent étant mis sur le rôle du secteur privé. Les participants ont estimé que le site Web consacré à l'INIC devrait également inclure des données sur la production des TIC dans les pays africains.

28. On a jugé que l'accès des communautés rurales aux TIC doit être une des considérations essentielles de l'élaboration, des politiques et plans relatifs à l'INIC en Afrique, une autre étant de planifier l'utilisation des technologies de l'information avec les utilisateurs.

Point 6.4 de l'ordre du jour

Elaboration des contenus en Afrique

29. La présentation du secrétariat ("Développement des contenus en Afrique : Création et dissémination" ECA/CA/DISD/CODI.1/3) est la suite de celle faite en séance plénière, le 28 juin (point 4 de l'ordre du jour) sur la question. Le représentant du secrétariat a fait remarquer que c'est en Afrique que tous les aspects de l'élaboration des contenus, des aspects traditionnels comme l'édition au contenu reposant sur le Web, sont le moins développés au monde. Il a souligné l'importance des systèmes d'information reposant sur le Web, dans la mesure où ils relient tous les autres outils d'élaboration des contenus. Il a analysé les questions relatives à la création, à l'hébergement et à la dissémination des contenus en Afrique et a suggéré des stratégies nationales d'amélioration des contenus en Afrique. Il a conclu en soulignant l'importance d'être sur Internet afin d'élaborer des contenus Web.

30. La Présidente a rappelé que les besoins des utilisateurs devaient être pris en compte dans l'élaboration et la conservation des dépôts d'informations, y compris ceux qui reposent sur le Web. Les commentaires des participants ont couvert une vaste gamme de questions englobant l'accès, les capacités, les outils et le type de contenu.

31. Le faible accès à l'Internet dont les universitaires et les chercheurs disposent actuellement a été jugé comme de préoccupant et ayant une incidence directe sur l'aptitude de l'Afrique à se lancer dans la recherche et l'enseignement. La présentation de contenus de tous les formats, y compris du format Web, pour accéder à l'Internet, demeure extrêmement limitée en Afrique. On a souligné le rôle permanent des bibliothèques et autres intermédiaires de l'information, ainsi que la nécessité de voir les spécialistes traditionnels de l'information devenir des courtiers avec les technologies nouvelles. Les avantages que présentait Internet étaient la décentralisation et la démocratisation de l'accès à l'information.

32. S'agissant de la capacité d'élaboration des contenus en Afrique, il a été demandé à la CEA de fournir une assistance dans ce domaine aux pays africains. Le secrétariat a assuré les participants qu'il partage leurs préoccupations et leur a fait un exposé des efforts déployés par la CEA pour résoudre le problème. Un exposé détaillé a été présenté sur les activités de la Banque mondiale dans le domaine de l'élaboration des contenus, l'accent étant particulièrement mis sur le savoir local.

33. S'agissant des outils utilisés pour élaborer des contenus et pour accéder à l'Internet, on a insisté sur l'existence de ceux qui offrent un accès élargi à l'Internet, comme l'envoi par courrier électronique de messages provenant de sites Web. La nécessité de conserver les contenus Web sur des supports comme le CD-Rom ou le DVD-Rom a été également soulignée. Plusieurs participants ont fait remarquer qu'il fallait envisager de présenter les contenus par d'autres moyens comme la radio et la télévision, et créer des liens entre les nouvelles technologies et les autres comme la radio, la télévision, les supports imprimés et les forums traditionnels.

34. On a également souligné la nécessité de se concentrer sur les contenus relatifs à l'enseignement, ce qui implique l'information liée à la formation des enseignants. L'UNESCO a fait une présentation détaillée des efforts déployés dans le domaine de l'université virtuelle et celui du développement de la recherche. Un participant a souligné que l'élaboration des contenus Web devrait constituer un moyen de créer une personnalité africaine dotée d'une image africaine. On a également insisté sur la nécessité d'utiliser les nouveaux médias au profit de l'Afrique et sur celle de promouvoir une culture de l'information favorisant la libre dissémination de l'information. On a estimé que l'élaboration de contenus locaux rendrait les systèmes d'information reposant sur le Web plus adaptés aux collectivités. Les questions relatives à l'élaboration des contenus englobent l'accès à l'information officielle, l'utilisation des langues locales et la diffusion du savoir local. Le secrétariat a donné d'amples informations sur la disponibilité à titre gracieux d'outils d'élaboration de contenus reposant le Web, sur l'utilité des courtiers de l'information, sur l'arbitrage entre accès à l'information et utilisation de l'information et sur la possibilité d'élaborer des contenus hors ligne.

Point 6.5 de l'ordre du jour

Rapport sur la mise en oeuvre de l'Initiative société de l'information en Afrique du Comité technique consultatif africain sur la mise en oeuvre de l'Initiative société africain de l'information 1998 et du Partenariat sur les technologies d'information et de communication pour l'Afrique (1998).

35. Au titre du point 6.5 de l'ordre du jour, le Secrétariat a présenté le document E/ECA/DISD/CODI.1/3 et E/ECA/DISD/COID.1/4 qui donnaient une information détaillée sur les dernières réunions de ATAC et de PICTA. Des informations ont été aussi fournies sur l'Initiative société de l'information en Afrique, ATAC et PICTA étant aussi les modalités d'exécution de AISI.

36. Au cours du débat sur ce point, plusieurs participants ont souligné l'importance de la volonté politique pour la mise en oeuvre des résolutions si l'on veut que la société de l'information en Afrique devienne une réalité, d'autres participants ont donné des exemples montrant que cette volonté existait dans leur pays. La mise en oeuvre de la ISI grâce au mécanisme de PICTA et un partenariat entre AISI et d'autre initiatives africaines telles que African Connection ont été loués. En dépit des efforts faits AISI dans le domaine de la coordination, les pays ont été invité à établir des mécanismes pour coordonner les activités en matière de TIC au niveau national. Plusieurs représentants ont souligné que la mise en oeuvre de l'AISI au niveau national passait nécessaire par la libéralisation et la privatisation des services de télécommunication afin de réduire les tarifs et fournir des services de communications aux régions rurales. Le Secrétariat a exposé en détail les mesures qu'il avait prises pour sensibiliser les décideurs africains à cette question.

Point 6.6. de l'ordre du jour

Rapport de la huitième réunion du Comité permanent sur la normalisation et l'harmonisation des systèmes d'information en Afrique.

37. Le Secrétariat a présenté le document E/ECA/DISD/CODI.1/9 qui contenait des informations sur le bureau, les pays, les institutions, les documents et autres travaux de la huitième réunion du Comité permanent sur la normalisation et l'harmonisation des systèmes d'information en Afrique. Il décrivait aussi la formation qui avait été dispensée aux membres du Comité permanent.

38. A la suite de la recommandation faite par les participants à l'atelier du Comité permanent sur la nécessité d'une collaboration entre la CEA et l'Unesco pour aider les Etats membres à héberger leurs bases de données et le contenu de leur information sur le Web, un participant a noté que les installations dans les universités et les institutions de recherche dans chaque pays membres pouvaient être utilisées à cet effet.

39. La question des réseaux locaux (RL) a été soulevée en raison de leur importance pour le développement de l'utilisation la technologie d'information et de communication dans la région et du fait qu'ils facilitaient la connectivité à Internet. Il a été noté que la base de « compétences » en Afrique en matière de gestion des RL était assez limité mais il n'y avait que quelque personnes qui avaient reçues une formation en tant qu'exécutant et opérateurs de node internet. Le Secrétariat a informé le Comité de l'étude fait par la CEA sur l'utilisation des TIC, y compris les RL dans les universités et institutions de recherche en Afrique. La base de données ainsi que les résultats de l'étude seraient bientôt affichés sur le World Wide Web.

40. Le Secrétariat a fait une démonstration de son Intranet, qui avait été élaboré en tant qu'activité de projet de DSID, financée par le gouvernement de Corée. L'Intranet est un service dont l'accès est limité au Secrétariat de la CEA et aux organismes des Nations Unies implantés à Addis-Abeba. Cette présentation d'Intranet avait pour objet de montrer aux Etats membres comment la technologies TCP/IP pouvait être utilisée efficacement pour diffuser l'information au sein d'un organisation.

Point 6.7 de l'ordre du jour

Examen du mandat du Comité de l'information pour le développement (CODI)

41. Au titre de ce point, le Secrétariat a présenté le document E/ECA/DISD/CODI.1/24 portant le titre susmentionné.

42. Le Secrétariat a présenté le mandat révisé à l'examen de la première réunion du CODI parce qu'il avait été constaté que le mandat originel, tel qu'établi par la Conférence des ministres de la CEA en 1997, ne pouvait pas faciliter le travail du CODI.

43. Certains participants ont estimé que certaines technologies d'information et de communication telles que la radiodiffusion ainsi que les domaines spécialisés de l'information, tels que les bibliothèques et les archives, devaient être indiquées dans le mandat du sous-comité. Le consensus auquel on était parvenu, c'est que les références étaient délibérément non spécifiques de façon à inclure tout plutôt que d'exclure des technologies d'information et domaines spécialisés. Plusieurs participants ont proposé que le statut d'observateurs soit transformé en statut de membres. Le Secrétariat a expliqué qu'il devait à cet égard respecter les règles des Nations Unies mais que les invitations envoyées aux observateurs les encourageraient à participer pleinement. Plusieurs participants ont souligné la nécessité de redoubler l'effort pour assurer une plus grande participation des universités africaines et de l'association des universités africaines.

44. Un participant a fait observer qu'en tant que forum de discussions, le CODI devrait faire plus que se référer à l'utilisation des TIC et aborder aussi leur élaboration. Il a été noté que les incohérences entre les textes relatifs aux différents sous-comités devaient être corrigées. Il a été suggéré que dans sa description, le sous-comité des technologies d'information et de communication inclut une section sur le suivi et l'établissement des rapports, comme on l'a fait dans la section sur la géo-information, demandant aux Etats membres de soumettre des rapports au Secrétariat sur ses activités dans le domaine des technologies d'information et de communication.

Point 6.8 de l'ordre du jour

Examen du programme de travail de la DSID relatif aux TIC pour les périodes biennales 1998-1999 et 2000-2001

45. En présentant ce point de l'ordre du jour, le secrétariat a exposé en détail les programmes de travail entrepris et devant être réalisés au titre du sous-programme dans le domaine des TIC. Les ressources nécessaires à l'exécution de ces activités provenaient, sauf indication contraire, du budget ordinaire de l'ONU. Le second aspect de l'exposé (document E/ECA/DISD/CODI.1/10) traitait de l'ancien projet PADIS : ses réalisations, ses lacunes, son évolution et son intégration dans la nouvelle structure de la DSID.

46. Au cours des discussions sur le point susmentionné, des participants ont demandé des éclaircissements sur les relations entre la DSID et les organes suivants :

- Le Comité permanent de l'harmonisation et de la normalisation des systèmes d'information en Afrique
- L'ancien projet PADIS
- Le sous-programme de la CEA relatif à l'exploitation de l'information pour le développement.

47. Les participants ont également demandé des éclaircissements sur les relations entre l'AISI et le CODI, entre le CODI et le Comité permanent et la composition du CODI. Le secrétariat a précisé que les activités et les objectifs du PADIS, un projet extrabudgétaire, avaient été incorporés dans le programme de travail ordinaire de la Division. Tous les accords que le PADIS avait passés avec les partenaires devaient être réexaminés à la lumière de la nouvelle structure de la CEA.

48. Composé d'experts et financé par des ressources extrabudgétaires, le Comité permanent était convoqué par le Chef de la DSID. Puisque ses activités étaient très utiles au sous-comité des technologies de l'information et de la communication du CODI qui traitait des normes et règles

dans les TIC, le Comité permanent présenterait au CODI des rapports sur ses activités. Tant que des fonds seraient disponibles pour son fonctionnement, il poursuivrait son travail. La DSID était la structure de la CEA qui mettait en oeuvre le sous-programme sur l'exploitation de l'information pour le développement. La Conférence des ministres avait adopté l'Initiative « Société africaine à l'ère de l'information », mais avait chargé la CEA de veiller à sa mise en oeuvre avec autant de partenaires que possible compte tenu de son vaste champ d'action. L'unité administrative de la CEA responsable de la coordination de l'AISI était le DSID par le biais de son équipe chargée de la promotion des technologies de l'information et de la communication. On a également fortement suggéré la relance des services de gestion et de diffusion de l'information dans les centres de développement sous-régional (CDSR) de la CEA. A cet effet, les participants ont encouragé la mise en place de points focaux des TIC dans chacun des CDSR afin de suivre, coordonner et évaluer le développement des TIC dans les diverses sous-régions et dans les Etats membres.

Point 6.9 de l'ordre du jour

Communications des participants

Mozambique

49. Le représentant du Mozambique a informé les participants à la réunion de la situation en ce qui concerne les technologies des télécommunications et de l'information et des communications dans son pays. Le Centre informatique de l'Université Eduardo Mondlane (CIUEM) et l'Institut des communications sociales sont les principaux acteurs dans la mise en oeuvre des divers projets TIC, y compris les télécentres communautaires, l'élaboration d'une politique nationale d'information, le projet Schoolnet visant à promouvoir l'utilisation des TIC dans les écoles secondaires, les radios communautaires et la télévision rurale.

Soudan

50. Le représentant du Soudan a décrit la privatisation du secteur des télécommunications dans son pays. Le Soudan assemble maintenant ses propres ordinateurs par le biais d'une entreprise privée locale mais l'industrie du logiciel en est encore à ses débuts. Internet a été mis en place au Soudan en 1997. Les cours d'informatique et de technologie TIC sont

dispensés à l'Université, mais la formation professionnelle n'atteint pas le niveau de l'enseignement supérieur. Le Gouvernement a créé un comité chargé de trouver une solution au problème du passage à l'an 2000.

ACMAD

51. Le représentant du Centre africain des applications de la météorologie au développement (CAMAD) du Niger a informé les participants du projet Communication pour les communautés rurales utilisant la radio et Internet (RANET), qui utilise les technologies de l'information et de la communication pour renforcer les capacités des services nationaux de la météorologie et de l'hydrologie de 12 pays africains dans le cadre d'un projet pilote visant à montrer l'importance de la diffusion de l'information météorologique, des alertes et des avertissements à destination des zones rurales en Afrique.

L'Initiative Acacia

52. L'Initiative Acacia du Centre de recherches pour le développement international, créé en 1997, vise à permettre aux communautés d'Afrique subsaharienne d'utiliser les TIC pour assurer leur propre développement économique et social. L'Initiative Acacia a lancé des stratégies nationales au Mozambique, au Sénégal, en Afrique du Sud et en Ouganda et met en oeuvre des activités nationales dans d'autres pays. Elle a mis en place un système d'évaluation connu sous le nom de Evaluation and Learning System for Acacia (ELSA) (Système d'évaluation et d'enseignement pour Acacia) pour évaluer ses activités.

UNESCO

53. Grâce à son réseau informatique régional pour l'Afrique (RINAF), l'UNESCO aide un certain nombre de pays à élaborer les rapports sur les politiques relatives à l'INIC en vue du Forum pour le développement de l'Afrique qui se tiendra en octobre 1999 à Addis-Abeba. L'UNESCO joue également un important rôle dans les activités suivantes: accès universel au nouvel environnement de l'information, info-ethique pour l'utilisation et l'exploitation de

l'information, la mise au point des contenus et des applications, l'infrastructure nationale d'information et d'informatique et l'enseignement virtuel dans le cadre d'une initiative visant à créer des réseaux d'enseignement pour les enseignants africains.

Maroc

54. Reconnaissant l'importance des TIC en tant que moteur du développement, le Gouvernement a créé récemment un ministère chargé de la poste et des nouvelles technologies. Le Maroc compte plus de 100 IPS desservant plus de 70 000 utilisateurs d'Internet, et les cybercafés se multiplient dans le pays. Le Centre national de documentation est chargé de traiter, de gérer et de diffuser les matériels au Maroc produits localement aussi bien qu'à l'étranger. Le Centre travaille en étroite collaboration avec plusieurs systèmes d'information régionaux et internationaux. Quatre principales bases de données établies par le Centre sont maintenant sur Internet.

International Programs Center (IPC)

55. Le Bureau of the Census des Etats-Unis a mis en place l'Integrated Microcomputer Processing System (IMPS) qu'il met à la disposition de plus d'une centaine de services nationaux de la statistique dans le monde. L'IMPS effectue les principales tâches en ce qui concerne le dépouillement des résultats des enquêtes et des recensements et ne requiert pas de connaissances particulières en informatique. dans le domaine du traitement des données.

UNITAR

56. Le représentant d'UNITAR a informé les participants des activités du projet relatif aux systèmes d'information et de suivi de l'environnement sur l'Internet (SISEI). Le projet couvre les Etats membres du CILSS et de la CEDEAO. Le système contient des informations sur les

sujets se rapportant à l'environnement des Etats ainsi que sur les profils d'institutions travaillant sur les questions d'environnement.

Afrique du Sud

57. L'Afrique du Sud a informé les participants sur le « National Foresight Zoom » dans le commerce électronique ainsi que sur les activités en Afrique du Sud concernant les centres communautaires. Les enseignements à tirer des activités de Universal Services Agency d'Afrique du Sud, ont également été examinés. Le présentateur a indiqué que l'Afrique du Sud devenait dynamique dans le domaine du commerce électronique où les activités avaient pour objet principal de se servir du commerce électronique comme moyen d'instaurer l'équité.

Togo

58. La présentation du Togo a porté sur les mesures prises par ce pays en vue d'élaborer une politique nationale d'information et mettre en place un réseau national d'information. Des questions sur l'utilisation de l'Internet et sur l'accès à ce réseau ont également été soulevées.

Namibie

59. Les activités entreprises en Namibie dans le secteur des technologies d'information et de communication (TIC), ont été présentées par le participant venant de l'Université de Namibia Library. La présence de cinq fournisseurs de service Internet ainsi que les opérations bancaires utilisant l'Internet ont été certains des points notés.

British Council

60. Le représentant du British Council en Ethiopie a décrit les services Internet du British Council. Il a également révélé les plans du British Council tendant à ouvrir des télécentres

communautaires dans deux villes en dehors de la capitale, Addis-Abeba. Plusieurs observations ont été faites en ce qui concerne l'idée de réserver leur utilisation aux seuls utilisateurs du courrier électronique. Il a également annoncé que le Conseil fournirait un financement initial aux télécentres communautaires pour la première année et imposerait des droits d'utilisation ultérieurement.

Mali

61. Le représentant du Mali a informé les participants sur l'Internet et l'état des communications au Mali ainsi que sur les télécentres qui y étaient gérés par l'Unesco. Il a été suggéré que le Mali suive l'exemple de la Namibie en plaçant sur le web l'information officielle.

Recommandations

62. Le sous-comité a adopté les recommandations suivantes :

1. Le CODI exhorte la CEA à déployer ses points focaux dans chaque Centre de développement sous-régional (CDSR) afin d'assurer le suivi, la coordination et l'évaluation du développement des TIC dans les diverses régions et dans les Etats membres.

2. La CEA devrait travailler avec ses partenaires pour fournir une assistance aux institutions en Afrique et aux Etats membres dans les domaines de l'élaboration des contenus et de la création de sites Web.

3. Afin de promouvoir le droit de tous les citoyens, en particulier de ceux qui résident dans les zones mal desservies, à accéder à des moyens de communication abordables, il faudrait encourager les Etats membres à privatiser et à libéraliser les services de communication.

4. Compte tenu des forces inévitables de la mondialisation et de la révolution de l'information, les Etats africains sont invités à considérer l'importance de l'économie de l'information, notamment le développement des industries de l'information et du commerce électronique, comme un domaine de croissance économique qui peut impulser la croissance d'autres secteurs.
5. Les Etats membres sont invités à se souvenir de l'adoption de l'Initiative "Société de l'information en Afrique" par la Conférence des ministres de la CEA en 1996 et à redoubler d'efforts pour en assurer la mise en oeuvre. Ils sont également invités à créer des mécanismes nationaux de coordination en vue de l'harmonisation et de la coordination des activités relatives aux TIC dans leurs pays.
6. La CEA devrait reconnaître les besoins pressants du secteur tertiaire et des institutions de recherche en Afrique en matière de technologies de l'information et de la communication et créer des activités qui satisfont ces besoins. Les ONG et les autorités locales ont également des besoins précis qui méritent de retenir l'attention.
7. Les gouvernements africains devraient accorder une grande priorité à la résolution du bug de l'an 2000 afin que nos systèmes d'information survivent au nouveau millénaire.
8. Au CODI - compte tenu de la convergence accrue entre les différentes technologies de l'information et de la communication et de l'objectif partagé d'évoluer vers des sociétés du savoir, les gouvernements devraient s'efforcer d'inclure des spécialistes de l'information provenant d'autant de disciplines que possible dans les délégations qui le représentent aux réunions du CODI.
9. Au CODI - les incohérences qui existent entre les textes des sous-comités, dans la version révisée des mandats, devraient être éliminées. Le sous-comité des technologies de l'information et de la communication devrait, dans les rapports d'activité qu'il

présente au CODI, inclure un point relatif au suivi et à l'établissement de rapports par les Etats membres.

Autres exposés¹

Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODESRIA)

Ayant accès à Internet depuis 1996, le CODESRIA a construit sa page web la même année. Avec Internet, le CODESRIA se donne pour objectif de diffuser l'information scientifique et technique; de donner davantage d'impact à la recherche africaine en la faisant connaître partout dans le monde. Le site web contient des informations institutionnelles, des annonces sur les programmes de recherche, les conférences et les publications et une version électronique des produits périodiques et des documents. Le CODESRIA compte mettre en ligne des bases de données (bibliographiques et non bibliographiques) et publier sur le web des documents tels que rapports et documents de conférences.

Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)

Les activités de l'IGAD dans les Etats membres ont trait au renforcement des services de bibliothèque et de documentation dans le but de les rendre plus accessibles et plus disponibles, à la promotion de la qualité, de la diffusion et de l'échange d'informations entre les Etats membres. Le projet de réseau de communication électronique a permis de connecter à Internet une quarantaine de ministères et d'institutions publiques et de former les bénéficiaires. Enfin, le projet de Système régional intégré d'information (RIIS) permettra de développer, sur des bases durables, la production et la diffusion d'informations à l'intention des décideurs. Le RIIS établira des liens opérationnels avec les fournisseurs et utilisateurs actuels de données et d'informations.

¹ Résumés des documents n'ayant pas été présentés en séance

Vers l'établissement de liens entre la communauté de la recherche au Soudan et la société de l'information

Le document passe en revue la situation des instituts de recherche, des services de documentation et d'information, de l'infrastructure de communication, des moyens de télécommunication et des ordinateurs disponibles au Soudan.

Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP-INFOTERRA)

INFOTERRA est un réseau mondial d'échange d'informations sur l'environnement mis en place par le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Il comporte une fiche descriptive du réseau et englobe le Réseau sous-régional INFOTERRA pour l'Afrique australe (SASIN) et deux publications: le Thésaurus multilingue des termes de l'environnement (ENVOC) et le Guide de l'environnement et du développement. Sources d'information sur CD-ROM et sur Internet.